

# BERCY TOUJOURS À LA MANŒUVRE !

**A** lors que le candidat Macron durant la campagne entendait, s'il était élu, changer de pratique en mettant un terme au pilotage des politiques par les administrations et Bercy, force est de constater que le changement n'a pas eu lieu.

En effet, il n'aura pas fallu attendre longtemps pour voir l'administration de Bercy, aux mains d'un certain Bruno Le Maire, poser les jalons de nouvelles « contraintes publiques » en verrouillant les dépenses de l'Etat : APL, suppression de postes dans la Fonction Publique, suppressions des contrats aidés, jour de carence, gel de la valeur du point, possible remise en cause du calendrier PPCR, hausse de la CSG,... sans oublier les réformes annoncées des retraites et des allocations chômage...

Alors que se multiplient les exemples concrets des effets produits par ces orientations économiques et politiques austéritaires qui maintiennent nombre d'Etats dans des conjonctures fragiles, le gouvernement fran-



çais maintient son orientation qui est pourtant synonyme d'échec : taux de chômage, croissance des inégalités, précarité,... c'est serrage de ceinture pour tous ! Et à nouveau les fonctionnaires sont dans l'œil du viseur !

En parallèle, le verrou de Bercy organise la baisse des impôts et donc du financement des solidarités collectives au profit des plus riches, en poursuivant l'allègement de l'impôt sur les sociétés et sur la fortune (ISF) alors que les richesses n'ont jamais été aussi grandes.

Le président Macron, son gouvernement sont donc inscrits dans la poursuite et l'accentuation des politiques libérales menées depuis trop longtemps déjà. Il est temps de prendre ce débat à bras le corps, d'imposer une autre logique pour que les richesses produites profitent à toutes et tous et ne restent pas concentrées dans les mains des 1% les plus riches.

La question d'une grande réforme fiscale doit être portée pour que l'ensemble des revenus soit mis à contribution de façon juste

et équilibrée. La France a vu son PIB (produit intérieur brut) progresser de 1 000 milliards depuis 2000... c'est donc qu'il existe un « gisement » conséquent dans lequel puiser pour satisfaire les besoins sociaux au travers des Services Publics et ses agents. La France n'est pas un pays démunie et ses dépenses publiques ne sont pas exorbitantes contrairement à ce que certains essaient de nous faire croire. Il n'y aura pas de justice sociale sans justice fiscale !

Le SNEP avec la FSU entend porter, avec vous, cette exigence au-devant de la scène. ■

[polo.lemonnier@snefsu.net](mailto:polo.lemonnier@snefsu.net)



## SPORT : LE SNEP-FSU À L'ÉLYSÉE...

Intéressés par la vision globale du SNEP-FSU que lui confère sa connaissance des champs ministériels éducatifs (EN) et sportif (JS), ainsi que par notre capacité à animer le débat public, sur la base d'analyses et de propositions concrètes, plusieurs acteurs politiques se sont adressés à nous.

**Lors de notre rencontre avec la ministre des sports le 7 juillet dernier**, Laura Flessel a indiqué sa volonté d'amener le sport partout. Elle veut travailler avec les différents acteurs (ministère de l'éducation nationale, entreprises, milieu du handicap, mouvement sportif) pour faire de la France une nation sportive. Elle a échangé avec nous sur des questions relatives au sport-santé, à la pratique sportive des personnes en situation de handicap, aux relations entre le sport et l'école.

**Le 5 septembre, à la demande de Cyril Mourin, conseiller en charge des sports, des JO 2024, et de la vie associative**, nous avons été reçus à l'Élysée sur des sujets « Jeunesse et Sports » : structuration du ministère et remobilisation des personnels notamment. Il a demandé notre avis sur la situation actuelle et écouté avec intérêt les alternatives que nous lui proposons pour remédier aux difficultés rencontrées. Il nous a également interrogés sur les subventions CNDS, ainsi que sur les formations aux métiers du sport et la question des STAPS.

Lors de ces audiences, les discussions ont essentiellement porté sur les questions de développement du sport pour le plus grand nombre, mais quasiment pas sur le sport de haut niveau ni même sur les jeux olympiques et paralympiques. Le sujet « Paris 2024 » sera peut-être abordé avec Pierre Dantin, conseiller spécial de la ministre des sports chargé de la candidature olympique et paralympique, du sport et de la santé, du sport de haut niveau et du sport professionnel, qui a demandé à nous rencontrer. Nous y porterons alors nos exigences pour le sport, l'EPS et le sport scolaire, et militerons pour des jeux du renouveau qui soient exemplaires.

**Enfin, suite à l'envoi de nos « 10 propositions pour le sport » aux députés élus en 2017 à l'Assemblée nationale**, plusieurs parlementaires ont fait savoir qu'ils partageaient nos préoccupations et souhaitaient discuter avec nous de la situation, afin de voir comment ils pourraient soutenir nos revendications pour le sport.

Pour faire bouger les lignes, il est important de faire connaître la situation actuelle et les propositions que nous portons. C'est pourquoi nous nous adressons aux décideurs et continuerons à militer pour que chacun-e puisse accéder à la pratique sportive de son choix, quels que soient la forme, le niveau et le cadre de pratique. ■

**Rejoignez-nous !**

[gwenaelle.natter@snefsu.net](mailto:gwenaelle.natter@snefsu.net)